



Serbie-et-Monténégro: beauté, histoire tourmentée et chaleur humaine



Almin Zrno

Riche de paysages superbes et d'un peuple fier, la Serbie-et-Monténégro concentre à elle seule les anciennes frontières entre les empires austro-hongrois et ottoman et la frontière entre catholicisme romain, religion chrétienne orthodoxe orientale et l'Islam.

Crna Gora, connu du monde extérieur sous son nom vénitien de «Monténégro», est la seule partie des Balkans qui n'a jamais vécu sous le joug ottoman. Le Monténégro, qui abrite l'une des icônes les plus vénérées du monde orthodoxe, Notre-Dame de Philerme ⁽¹⁾, a été immortalisé en quelques lignes seulement par le roman de F. Scott Fitzgerald, «Gatsby le magnifique».

Le mélange de crainte et de beauté que dégage la Serbie, sa population fière et chaleureuse ont séduit et inspiré les poètes et écrivains comme Edmond Rostand et Gabriele d'Annunzio, Evelyn Waugh, Fitzroy MacLean et — en particulier avec les célèbres «Aigles blancs de Serbie» — Lawrence Durrell: «Pour autant qu'il s'en souvint, il n'y avait que deux petits hameaux le long de la Studenica, et la seule activité humaine, mis à part la culture de la terre, tournait autour d'une scierie qui flanquait le monastère en son sommet. Il avait campé là jadis, au bord de la calme rivière, et passé la meilleure partie de l'été à pêcher avec un ami serbe. Le soir, ils montaient jusqu'à la scierie boire l'eau-de-vie de prune avec les moines et les paysans et écouter les histoires de pêche de la communauté. Ils avaient aussi goûté là différentes façons d'accommoder la truite, et il se souvenait nettement de la saveur du poisson cuit dans la crème aigre, le kaimak, qui sert de beurre aux paysans».

Des progrès, mais l'essentiel saut «qualitatif» reste à faire

Après les événements tragiques des années 90, marquées par les guerres et l'oppression, la paix s'est désormais installée dans l'Europe du Sud-Est; en octobre 2000, avec beaucoup de courage et de conviction, la population de la Serbie et du Monténégro a opté collectivement pour la démocratie en renversant Slobodan Milosevic et en le livrant au Tribunal pénal international de la Haye (TPI) pour qu'il y soit jugé. Toutefois, comme l'a montré l'assassinat en mars 2003 du Premier ministre serbe Zoran Djindjic, les troubles et la violence affleurent à la surface d'une société qui doit encore digérer les événements de la dernière décennie.

⁽¹⁾ *Après avoir voyagé de Rhodes à Malte avec les chevaliers de l'ordre de Saint-Jean, l'icône est allée à Saint-Petersbourg en Russie, puis à Belgrade, et se trouve actuellement au Musée national de Cetinje, au Monténégro.*

La richesse de la Serbie-et-Monténégro réside dans sa population, qui peut maintenir le pays sur la voie de la démocratie, de la prospérité et, éventuellement, de l'adhésion à l'Union européenne. La matière première de cette transformation abonde en Serbie-et-Monténégro. Ce vivier de talents comprend des universitaires, des chefs d'entreprise, des sportifs, des réalisateurs de cinéma et autres personnalités du monde de la culture. Et de nombreux progrès ont été accomplis, tant en matière de réforme politique que dans le domaine du développement économique.



Almin Zrno

Toutefois, les réalisations effectuées depuis 2000 doivent être renforcées et les réformes accélérées. Il reste encore un long chemin à parcourir. Un grand nombre de facteurs ont contribué à la lenteur des réformes politiques dans des domaines essentiels et au non-respect d'obligations internationales importantes (comme la coopération avec le TPI), notamment:

- l'héritage du passé et le maintien de structures politiques anciennes;
- les désaccords politiques quant à l'interprétation et la mise en œuvre du nouvel accord constitutionnel entre la Serbie et le Monténégro;
- les querelles sans fin qui divisent les partis politiques.

Sur le front économique, la situation s'est améliorée grâce à la stabilité générale, bien que les finances publiques et la capacité du pays à se présenter de façon autonome à l'étranger en soient encore à un stade critique. Les réformes économiques structurelles doivent s'accélérer.

L'UE soutient pleinement le processus de réforme

Les autorités serbes et monténégrines sont engagées dans le processus de réforme nécessaire pour satisfaire l'aspiration de leur peuple à se rapprocher de l'Europe. L'UE continuera de les soutenir, tant dans leurs efforts que dans leur lutte contre toute menace à l'encontre des institutions et de la culture de la démocratie en Serbie-et-Monténégro.

La base et l'essentiel du soutien de l'UE à la Serbie-et-Monténégro, comme pour les quatre autres pays des Balkans occidentaux, réside dans le **processus de stabilisation et d'association**, qui a été renforcé lors du sommet de Thessalonique (juin 2003) par les enseignements tirés de l'actuel processus d'élargissement de l'UE, de façon à pouvoir mieux répondre aux nouveaux défis. Ce processus fournit toute une série d'avantages, comme un programme d'assistance (*Community assistance for reconstruction, development and stabilisation*, «CARDS»), des conseils techniques relatifs aux questions juridiques et institutionnelles, des conditions favorables pour les échanges commerciaux, une coopération dans les domaines tels que la justice et les affaires intérieures, et des discussions régulières au niveau politique. Ces dernières sont spécifiquement conçues pour aider la Serbie-et-Monténégro à mener les réformes politiques et économiques nécessaires pour conclure un accord de stabilisation et d'association avec l'UE. L'accord, pour sa part, instaurerait une nouvelle relation, voire une association plus étroite avec l'UE.

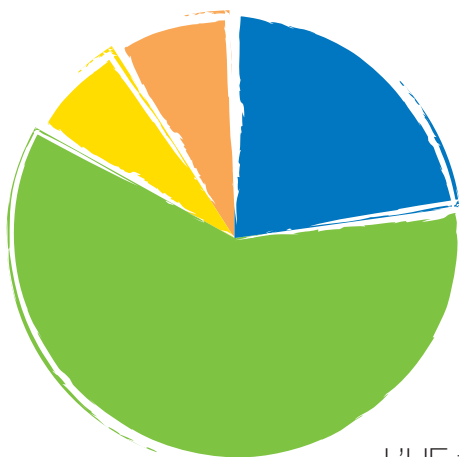
Au Kosovo (tel que défini par la résolution 1244 du Conseil de sécurité des Nations unies du 10 juin 1999), l'UE soutient la mise en œuvre de la stratégie de la communauté internationale, «normes avant statut». Le Kosovo doit réaliser de vrais progrès dans la mise en place de ces normes pour devenir une société dans laquelle règnent la tolérance, la justice et la paix pour tous. Grâce à un mécanisme spécialement prévu pour le Kosovo dans le cadre du processus de stabilisation et d'association, l'UE étaye cette stratégie en faveur d'un Kosovo pluriethnique, dans lequel tous les groupes ethniques puissent vivre librement et sans peur. Quel que soit le statut final du Kosovo, sa place est en Europe.

Et l'UE fournit une aide financière considérable

Depuis 1991, l'UE a fourni à la Serbie et au Monténégro (y compris le Kosovo), une aide qui s'élève à un total de **3 milliards d'euros**, dont plus de **2 milliards d'euros** depuis octobre 2000. C'est une preuve tangible du soutien de l'UE aux efforts serbes et monténégrins d'assumer leur passé et de se préparer à un avenir de candidats à l'adhésion à l'UE. Le pays s'étant relevé des conflits des années 90, l'UE concentre désormais son aide sur trois domaines principaux:

- **bonne gouvernance et création d'institutions**, en concentrant les efforts sur la réforme de l'administration publique, la justice et les affaires intérieures (renforcement de l'État de droit), les douanes et la fiscalité;
- **relèvement, régénération et réforme économiques**, en concentrant les efforts sur l'énergie, les transports, l'environnement et le développement économique;
- **développement social et société civile**, en concentrant les efforts sur l'enseignement universitaire, l'amélioration de la coopération régionale, l'enseignement et la formation professionnels liés à la création d'emplois, et le renforcement de la société civile.

**Dotation CARDS 2002-2004
(par secteur prioritaire)**



L'assistance financière de l'UE fournie par l'intermédiaire du programme CARDS était les objectifs et mécanismes du processus de stabilisation et d'association.

Priorités/mesures	(en millions d'euros)
Gouvernance et création d'institutions (*)	225,4
Reconstruction, régénération et réforme économiques	595,3
Domaine social et société civile	77,8
Divers (**)	89,4
Total	987,9

L'UE tient ses promesses —
mais attend des résultats en retour

L'engagement de l'UE pour aider la Serbie-et-Monténégro et soutenir ses progrès vers l'adhésion est réel et sincère, mais il doit rencontrer un engagement égal de la part de la Serbie-et-Monténégro. Le succès et la rapidité des progrès du pays, en particulier en ce qui concerne la négociation d'un accord de stabilisation et d'association avec l'UE, dépendra de son aptitude à démontrer qu'il peut mettre en œuvre l'accord; une attention particulière sera portée à cet égard à ses réalisations en matière de réforme. Comme l'a déclaré le commissaire Chris Patten à la presse lors de l'une de ses visites à Belgrade:

«Ce pays est à présent fermement engagé sur la voie de l'intégration dans l'Union européenne. La question est maintenant de savoir si vous parviendrez à tenir ce cap exi-

(*) Y compris gestion intégrée des frontières (dans le cadre du programme régional): 17,7 M€.

(**) — Coûts de fonctionnement de l'Agence européenne pour la reconstruction: 48 M€. — Assistance spécialisée et études: 21,4 M€. — Transferts au profit de la UNMIK (mission des Nations unies au Kosovo): 20 M€.



geant, et à quelle vitesse vous parviendrez à progresser sur cette voie. Le défi consiste désormais à faire de cet accord une réalité: saisir cette chance historique de forger un nouvel État moderne, tendu vers le double objectif de l'intégration européenne et de la réforme politique et économique. [...] Le jeu en vaut la chandelle. Et il va de soi que plus tôt vous démarrerez, plus vite vous avancerez, et plus tôt vous atteindrez votre but».

Où trouver davantage d'informations?

De plus amples informations sur les relations de l'UE avec la Serbie-et-Monténégro et les autres pays des Balkans occidentaux sont disponibles sur le site de la Commission:

http://europa.eu.int/comm/external_relations/see/index.htm

Si vous vous posez des questions particulières sur la politique de la Commission européenne en matière de relations extérieures, vous pouvez envoyer un message électronique à la boîte à lettres «Relex Feedback» via l'adresse internet suivante:

http://europa.eu.int/comm/external_relations/feedback/question2.htm

Pour toute autre question concernant l'Union européenne, vous pouvez contacter Europe Direct par courrier électronique via l'adresse internet suivante:

<http://europedirect-cc.cec.eu.int/websubmit/?lang=fr>

ou par téléphone, au numéro vert suivant: 00 800 6 7 8 9 10 11

(à partir de n'importe quel pays de l'Union européenne),

ou au numéro payant: (32-2) 299 96 96

(pour les autres pays ou via certains opérateurs de téléphonie mobile).

Commission européenne
Direction générale des relations extérieures
Rue de la Loi, 200
B-1049 Bruxelles
Fax (32-2) 299 21 98

Office de coopération EuropeAid
Rue de la Loi, 200
B-1049 Bruxelles
Fax (32-2) 296 74 82
http://europa.eu.int/comm/europaid/projects/cards/index_en.htm

Délégation de la Commission européenne en Serbie-et-Monténégro
Krunska 73, 11000 Belgrade
Tél. (381-11) 308 32 00 • Fax (381-11) 308 32 17
<http://www.delscg.cec.eu.int>

Agence européenne pour la reconstruction — Siège
54626 Thessalonique — Egnatia 4, Grèce
Tél. (30) 23 10 50 51 00 • Fax (30) 23 10 50 51 72
<http://www.ear.eu.int>